



4^{ème} Réunion restreinte du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA)
au Sahel et en Afrique de l'Ouest

Paris (Siège de l'OCDE) le 17 avril 2009

**Le niveau élevé des prix des denrées alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest
pourrait constituer une menace pour la sécurité alimentaire.**

La campagne agricole 2008-2009 en Afrique de l'Ouest et au Tchad a enregistré une production céréalière estimée à 56 378 000 tonnes soit une hausse de 17% par rapport à celle de la campagne agricole 2007-2008. La production céréalière dans les pays du CILSS estimée à 17 850 000 T est en hausse de 31% par rapport à 2007 et de 30% par rapport à la moyenne des cinq dernières années. A la suite d'une bonne saison des pluies et grâce à des mesures incitatives prises par plusieurs pays, la production de riz a fortement augmenté passant de 1 853 000 T en 2007 à 2 650 000 T en 2008 pour l'ensemble des pays du CILSS. De très bonnes productions ont été également enregistrées pour les autres cultures notamment les tubercules et le niébé. Il faut noter que les résultats des enquêtes agricoles dans la majorité des pays restent à confirmer.

En dépit de la bonne production agricole, il est observé au Sénégal, en Mauritanie, au Niger, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Bénin, au Burkina Faso, au Togo et au Cap Vert quelques zones à risque localisées.

Concernant la hausse des prix de céréales, elle s'est estompée sur la plupart des marchés, à partir de mars 2009, mais les prix se maintiennent encore au dessus de la moyenne des cinq dernières années (15 à 46%) malgré les baisses constatées sur plusieurs marchés et la normalisation des flux entre les zones excédentaires et les zones déficitaires.

Par ailleurs, en raison des prix élevés, les gouvernements, les opérateurs privés et les communautés villageoises déficitaires n'ont pas pu reconstituer les stocks de sécurité alimentaire souhaités. Avec l'approche de la soudure, il est possible que la hausse des prix reprenne. De ce fait, les prix élevés resteront une menace pour la sécurité alimentaire des ménages dépendants des marchés tels que les ménages urbains à faibles revenus, les ruraux déficitaires, et les éleveurs, particulièrement au Nord-Est du Nigeria, à l'Est du Niger, et dans les zones pastorales du Tchad, du Niger, du Mali, et de la Mauritanie.

La crise économique et financière internationale est un facteur additionnel pouvant aggraver la vulnérabilité des populations les plus pauvres dans un contexte marqué par des prix élevés pour les denrées de première nécessité. La réduction possible des transferts d'argent venant des immigrés, les pertes d'emploi et la baisse des cours des produits d'exportation agricole consécutive à la crise économique internationale sont autant de risques potentiels pour la sécurité alimentaire des ménages, particulièrement à l'approche de la soudure.

Malgré une légère amélioration dans la plupart des pays au cours des trois dernières années, la situation nutritionnelle pourrait se dégrader dans les prochains mois à cause des difficultés d'accès.

Pour faire face à cette situation, il est impératif d'assurer un approvisionnement correct des zones structurellement déficitaires. Au même moment, il faut favoriser l'accès à l'alimentation des populations les plus démunies aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, à travers des instruments de gestion de l'offre et de régulation du marché dans le but d'augmenter les revenus des

populations. Sur la base de ce qui précède, le Dispositif régional Prévention et Gestion des Crises Alimentaires (PREGEC) doit renforcer la veille régionale.

Il est donc important de : (i) promouvoir et valoriser les produits locaux et de prendre en compte la dimension régionale dans la gestion de la sécurité alimentaire par les pays ; (ii) réaliser des études sur l'impact des mesures prises par les gouvernements pour faire face à la flambée des prix ; (iii) poursuivre les mesures de renforcement de la production agricole et des activités génératrices de revenus (iv) accélérer le processus de reconstitution des stocks nationaux et communautaires là où c'est possible et utiliser à bon escient les stocks déjà mobilisés ; (iv) renforcer le suivi des marchés et des flux pour prévenir tout dysfonctionnement susceptible d'engendrer une crise durant la période de soudure. Il est également important de renforcer la surveillance et les actions nutritionnelles pendant la période de soudure.

Le Réseau de prévention des crises alimentaire (RPCA) recommande :

- La levée des entraves à la libre circulation des denrées alimentaires dans l'espace ouest africain et sahélien.
- La poursuite des programmes d'assistance pour les populations les plus vulnérables, y compris dans les zones rurales, péri-urbaines et urbaines, afin de limiter la dégradation du pouvoir d'achat et prévenir une dégradation de la malnutrition.
- Le renforcement du suivi des prix des denrées sur les marchés et les approvisionnements surtout dans les zones structurellement déficitaires.

Le RPCA a réaffirmé l'importance d'une information fiable pour la prise de décision. A cet effet, les participants ont fortement recommandé aux pays de mettre en place des mécanismes d'investissements durables et souverains dans le domaine des statistiques agricoles et des dispositifs d'information sur la prévention des crises alimentaires.

Fait à Paris, le 17 avril 2009

Le RPCA